



ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE DU LOUVRE

*Direction Financière et Juridique*

*75058 Paris Cedex 01*

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)**

**N°2026-018M**

**Acquisition de logiciels et de systèmes d'exploitation**

Marché public de fournitures

selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application du [Code de la commande publique](#)

# SOMMAIRE

---

<b>PREAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>RESPONSABILITE SOCIETALE DES ORGANISATIONS</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES PRINCIPALES	5
2.1 Mode de passation	5
2.2 Forme du marché	5
2.3 Variantes et options	5
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
ARTICLE 4 : TITULAIRE	6
ARTICLE 5 : INTERVENANTS	7
5.1 Conduite du marché	7
5.2 Représentant du titulaire	7
5.3 Sous-traitance	8
ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION	8
ARTICLE 7 : ASSURANCE	8
ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE - ACTIONS DE COMMUNICATION	8
8.1 Clause de confidentialité	8
8.2 Actions de communication	9
ARTICLE 9 : PRESTATIONS ATTENDUES	9
ARTICLE 10 : EMISSION DES BONS DE COMMANDE	10
ARTICLE 11 : LIVRAISON	11
ARTICLE 12 : DOCUMENTATION ET VERSION	11
ARTICLE 13 : PROPRIETE INTELLECTUELLE	11
ARTICLE 14 : GARANTIE	11
ARTICLE 15 : ADMISSION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 16 : SUBSTITUTION DES PRODUITS	12
ARTICLE 17 : AJOUT DE NOUVELLES REFERENCES EN COURS D'EXECUTION	12
ARTICLE 18 : PENALITES	12
18.1 Pénalités de retard	12
ARTICLE 19 : PRIX - VARIATIONS DES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	13
19.1 Contenu des prix et forme	13
19.2 Forme	13
19.3 Variations des prix unitaires	13
19.4 Offre promotionnelle	13
19.5 Rabais	14
19.6 Règlement des comptes	14
19.7 Adresse d'envoi des factures	14
19.8 Délais de paiement - Intérêts moratoires	15
ARTICLE 20 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	15
20.1 Retenue de garantie	15
20.2 Avance	15

ARTICLE 21 : CESSIION OU NANTISSEMENT .....	16
ARTICLE 22 : RESILIATION.....	16
ARTICLE 23 : DIFFERENDS ET LITIGES.....	16
ARTICLE 24 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	16
ANNEXE 1	17

## PREAMBULE

### **RESPONSABILITE SOCIETALE DES ORGANISATIONS**

*Considérant,*

*Le musée du Louvre à travers sa stratégie de Responsabilité Sociétale de l'Organisation et l'intégration du nouveau plan « Services publics écoresponsables » (février 2020) entend orienter à court terme et définitivement les aspects sociaux, sociétaux et environnementaux de l'ensemble de ses activités vers un modèle soutenable et équitable, en accord avec le cadre réglementaire suivant :*

- *la circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables et notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux éco-gestes numériques et l'achat de matériel reconditionné ;*
- *la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ([www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)) ;*
- *la loi EGALIM - loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous - qui fait suite aux états généraux de l'alimentation ;*
- *la loi AGECE - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire ;*
- *la loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;*
- *le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", qui impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires.*

*Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, Titulaires de marchés.*

*L'attention du Titulaire est en conséquence attirée sur :*

- *le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),*
- *l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,*
- *l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,*
- *le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).*

## CONDITIONS GENERALES

### ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l'acquisition, la maintenance et la location de logiciels bureautiques, spécialisés, d'administration et de systèmes d'exploitation destinés aux ordinateurs des personnels de l'établissement public du musée du Louvre (EPML). Ainsi que pour les serveurs des systèmes d'information.

Le parc informatique du Musée du Louvre est composé d'ordinateurs sous Windows 11, en réseau local Ethernet ou Wi-Fi Professionnel sous Active Directory de Microsoft et Entra ; de quelques ordinateurs Apple sous Mac OS, en réseau local Ethernet dédié ; de serveurs sous Windows et Linux.

L'établissement public du musée du Louvre souhaite maintenir son parc actuel de licences ainsi que le faire évoluer au fur et à mesure des nouveaux besoins.

### ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

#### 2.1 Mode de passation

La présente consultation est passée selon la **procédure de l'appel d'offre** ouvert en application des articles L 2124-2, R. 2124-2-1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

#### 2.2 Forme du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté à travers l'émission de bons de commande au sens des articles R. 2162-1, R.2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique et traité à prix unitaires sur la base d'un bordereau de prix unitaire (BPU) avec un montant minimum et un montant maximum comme définis ci-après.

##### Montant pour une année :

Montant minimum : 300 000 € HT

Montant maximum : 900 000 € HT

##### Montant pour quatre années :

Montant minimum : 1 200 000 € HT

Montant maximum : 3 600 000 € HT

#### 2.3 Variantes et options

Les variantes ne sont pas autorisées. Le marché ne comporte pas d'options.

### ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TIC, les documents contractuels (*dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant*) qui régissent le présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe : le bordereau de prix unitaires (BPU),
  - Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- ➔ et son annexe 1 relative au détail des licences – qui sera complétée sur demande du candidat par mail sous réserve de la remise de l'accord de confidentialité signé

Contact : [quitterie.de-marcellus@louvre.fr](mailto:quitterie.de-marcellus@louvre.fr), [robin.kopp@louvre.fr](mailto:robin.kopp@louvre.fr), [steve.quentin@louvre.fr](mailto:steve.quentin@louvre.fr)

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les textes législatifs, réglementaires et techniques à caractère normatif non joints au présent marché mais réputés connus du titulaire,
- L'offre technique du titulaire.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du marché.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/TIC, la notification du présent marché ne comprend qu'une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes.

Elle comprend également, au gré du titulaire (sur demande du titulaire par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG/TIC), la remise sans frais par le pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

### ARTICLE 4 : TITULAIRE

---

Les caractéristiques du prestataire du marché désigné dans le présent CCP sous le nom "le titulaire", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 3-4-2 du CCAG/TIC, le titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne représentant le pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapporte :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- à son siège social,

- à son capital,
- et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise

Le titulaire doit fournir tous les 6 mois à compter de la date de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du Code du travail.

S'il ne respecte pas ces obligations, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 22 du présent CCP.

## **ARTICLE 5 : INTERVENANTS**

---

### **5.1 Conduite du marché**

---

La conduite du marché est assurée par la Sous-direction des systèmes d'information (SDSI) du Musée du Louvre.

À la notification du marché, est transmise au titulaire la liste de ses interlocuteurs dans le cadre du marché. Cette liste comporte le nom, la fonction, l'adresse de messagerie et le numéro de téléphone de chaque interlocuteur.

Si en cours d'exécution du présent marché, la présente liste vient à être modifiée, la personne représentant le pouvoir adjudicateur :

- En avertit le titulaire immédiatement,
- communique par ordre de service dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de l'avis d'information fait au titulaire la liste mise à jour.

### **5.2 Représentant du titulaire**

---

La personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations au nom du Titulaire est désignée par ce dernier dans son offre et ses coordonnées sont confirmées dès la notification. Il sera adressé à ce référent toutes les communications relatives au marché.

Si en cours d'exécution du présent marché, la personne désignée à la notification vient à être remplacée, le titulaire a obligation :

- d'en aviser immédiatement la personne représentant le pouvoir adjudicateur,
- de lui communiquer dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de l'avis d'information fait à la personne représentant le pouvoir adjudicateur le nom, les titres ainsi que les coordonnées du remplaçant,
- de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

En cours d'exécution du présent marché, la personne représentant le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser le remplaçant présenté dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception des informations concernant le remplaçant. Le titulaire doit alors proposer un remplaçant dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

En cours d'exécution, la personne représentant le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser l'interlocuteur à tout moment. Le titulaire doit alors proposer un remplaçant dans les conditions fixées à l'alinéa 2 du présent article.

La personne représentant le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché à l'issue de la deuxième récusation ou en l'absence de désignation d'un nouvel interlocuteur dans les délais impartis.

### **5.3 Sous-traitance**

---

Sans objet.

### **ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHÉ – DELAIS D'EXECUTION**

---

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification, pour une durée de douze (12) mois et pourra être renouvelé par période de 12 mois dans la limite de trois (3) fois sans que sa durée ne puisse excéder 48 mois

Il est reconductible de manière tacite. En cas de non reconduction, la personne publique informera le titulaire de sa décision de non reconduction au plus tard trois mois avant la date.

Conformément à l'article L. 2125-1 1° du Code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Cependant leur exécution peut se poursuivre jusqu'à trois mois au plus tard après la date de fin de validité du marché. Les bons de commande pourront être adressés jusqu'au dernier jour de validité du marché pour une exécution trois mois au plus tard après cette date limite de validité.

### **ARTICLE 7 : ASSURANCE**

---

Le titulaire contractera auprès de compagnies d'assurances bénéficiant de l'agrément de l'État, toutes les assurances propres à couvrir totalement les responsabilités encourues par lui en vertu du présent marché.

Le titulaire contractera notamment une assurance "responsabilité civile" pour tous les cas où cette dernière pourrait être engagée.

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra fournir les attestations d'une assurance de responsabilité civile et d'une assurance professionnelle contractées auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution dudit marché.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, celui-ci est réputé la prendre intégralement à sa charge.

### **ARTICLE 8 : CONFIDENTIALITE - ACTIONS DE COMMUNICATION**

---

#### **8.1 Clause de confidentialité**

---

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS sont applicables, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

Compte tenu du contexte particulier du musée du Louvre et notamment de l'aspect sensible des problèmes de sécurité et de sûreté, le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission et notamment à l'égard des médias.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu de l'établissement public du musée du Louvre communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.



Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir la personne en charge de la conduite du marché de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes. Elle peut également être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, la personne représentant le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi, aux conditions de l'article 22 du présent CCP.

## **8.2 Actions de communication**

Il est précisé que le titulaire peut organiser des actions de communication interne, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au musée du Louvre, sous réserve de saisir l'établissement public du musée du Louvre par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication. L'établissement public du musée du Louvre se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité que l'établissement public du musée du Louvre est seul à même d'évaluer.

En tout état de cause, aucune action de communication du titulaire ne pourra intervenir sans l'approbation expresse du musée du Louvre intervenue dans les conditions figurant à l'alinéa précédent.

<b>DESCRIPTION DU MARCHÉ</b>
------------------------------

## **ARTICLE 9 : PRESTATIONS ATTENDUES**

Le titulaire s'engage à fournir les logiciels indiqués dans le BPU.

Le titulaire s'engage à suivre l'état du parc logiciel de l'EPML et à prévenir au moins deux mois avant l'échéance le responsable de la conduite du marché des renouvellements d'abonnements et de souscription.

Avant chaque commande le responsable de la conduite du marché s'informe auprès du titulaire sur la validité des références et des tarifs en cours.

À tout moment le responsable de la conduite du marché peut demander un état des prochaines dates de renouvellements d'abonnements et de souscriptions.

Le titulaire doit mettre à disposition un outil de suivi web des licences :

- Licences date d'acquisition, l'éditeur, numéro de contrat, date de fin de validité
- Type de licence : utilisateur ou poste associé
- Système de mise à jour du BPU daté et signé (numériquement ou non)
- Notification par mail
- Bon de livraison

Le titulaire doit s'assurer que les licences commandées sont conformes avec les CGU et CGV de l'éditeur.

Le titulaire devra proposer une personne physique pour les échanges de mails et définir une autre personne en cas de changement.

6 mois avant la fin du marché, le titulaire devra fournir un état sous Excel de toutes les licences, numéros de contrat et abonnements en cours.

Le titulaire accuse réception de la demande dans un délai de deux (2) jours ouvrés maximum. Il répond ensuite dans un délai de sept (7) jours ouvrés maximum. Les références et/ou tarifs modifiés font l'objet d'un nouveau bordereau de prix unitaires.

Les licences Microsoft 365 sont actuellement sous un contrat de 3 ans Non-profit jusqu'au 31 mars 2028 auprès de La Canut. Lors du renouvellement, l'EPML se réserve le droit de les intégrer au présent marché. Ces licences feront, le cas échéant, l'objet de prix nouveaux conformément à l'article 17 du CCP.

Le détail des licences est renseigné en **Annexe 1 – qui sera complétée sur demande du candidat** par mail sous réserve de la remise de l'accord de confidentialité signé

- **Contact :** [quitterie.de-marcellus@louvre.fr](mailto:quitterie.de-marcellus@louvre.fr), [robin.kopp@louvre.fr](mailto:robin.kopp@louvre.fr),  
[steve.quentin@louvre.fr](mailto:steve.quentin@louvre.fr)

<b>CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION</b>
---

---

**ARTICLE 10 : EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

---

A la réception du bon de commande, le titulaire dispose du délai indiqué dans le bon de commande pour fournir les prestations décrites ci-dessus.

Les bons de commande sont délivrés et signés au fur et à mesure des besoins par la personne représentant le pouvoir adjudicateur ou son représentant au musée du Louvre et sont rémunérés sur la base des prix définis dans le bordereau de prix (BPU).

Le titulaire accuse réception du bon de commande dans un délai de deux (2) jours ouvrés maximum.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le titulaire ne peut formuler d'observations quant au contenu du bon de commande.

Les bons de commande comportent :

- l'identification du titulaire,
- la date,
- la référence du marché,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation des fournitures,
- la référence au bordereau des prix unitaires,
- le prix des fournitures,

- le délai d'exécution/de livraison,
- les précisions éventuelles concernant les conditions d'exécution,
- le montant HT,
- le montant de la TVA,
- le montant TTC.

Aucun bon de commande ne peut être émis au-delà du dernier jour de validité du marché. Leur durée d'exécution n'excède pas 3 mois au-delà de la période de validité du marché.

#### **ARTICLE 11 : LIVRAISON**

---

Le délai maximal de livraison ne pourra excéder quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande. Le titulaire devra informer l'EPML en cas de dépassement du délai dépendant d'un éditeur tiers.

La livraison des fournitures accompagnée d'un bon de livraison est effectuée par voie électronique aux adresses du responsable de la conduite du marché, et celle générique pour l'enregistrement des licences. Les adresses seront communiquées au titulaire après signature de l'acte d'engagement.

#### **ARTICLE 12 : DOCUMENTATION ET VERSION**

---

Les versions demandées sont toujours les plus récentes.

La langue demandée est toujours le français, ou l'anglais quand la version française n'existe pas.

Pour chaque référence, quand il s'agit de licences, la clé d'activation ou la procédure pour l'obtenir sont requis.

#### **ARTICLE 13 : PROPRIETE INTELLECTUELLE**

---

Le présent article restera en vigueur à l'expiration ou à la résiliation du présent marché, quelle qu'en soit la cause.

Les dispositions définies au chapitre 7 « Utilisation des résultats » du CCAG/TIC sont applicables au présent marché sous réserve du respect de la confidentialité d'informations intégrées dans les résultats en vertu de l'article 5.1 du CCAG et à l'article 8.1 du présent CCP.

#### **ARTICLE 14 : GARANTIE**

---

Sans objet.

#### **ARTICLE 15 : ADMISSION DES PRESTATIONS**

---

La personne chargée de la conduite du marché effectuée, au moment de la réception par voie électronique de la licence et de son bon de livraison, les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives.

La vérification quantitative a pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité commandée ; la vérification qualitative a pour objet de contrôler que le titulaire a réalisé les prestations définies dans le bon de commande.

À l'issue des opérations de vérification, si les quantités et/ou qualités fournies ne sont pas conformes aux stipulations du bon de commande, le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit de compléter la livraison ou d'admettre la livraison en l'état, avec application d'une réfaction dans les conditions prévues au CCAG-TIC.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie sa décision dans un délai maximum de quinze (15) jours ouvrés à compter de la livraison. À défaut la livraison effectuée est réputée admise.

## **ARTICLE 16 : SUBSTITUTION DES PRODUITS**

---

Le titulaire a l'obligation d'assurer un suivi de l'ensemble des références figurant sur le bordereau des prix unitaires.

En cas de suppression de produits, une proposition de substitution à prix établis sur les mêmes bases que les prix du marché, sera adressée à la personne publique et devra être accompagnée des données techniques liées à ces changements.

**ATTENTION**, toute modification ou substitution est subordonnée à l'accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les nouveaux produits, comme définis ci-dessus, sont introduits dans le marché, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

En tout état de cause, la personne publique reste libre d'accepter ou de refuser ces nouveaux articles et d'exiger la continuation du marché aux conditions initiales s'il estime que ces nouveaux produits ne permettent pas d'assurer une exécution satisfaisante.

## **ARTICLE 17 : AJOUT DE NOUVELLES REFERENCES EN COURS D'EXECUTION**

---

La personne publique se réserve la possibilité de demander des références non prévues dans le bordereau de prix unitaires.

La liste des références de logiciels ou de systèmes d'exploitation pourra être complétée en cours d'exécution par l'ajout de nouvelles références.

Les prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché.

La personne assurant la conduite du marché adresse au titulaire une demande de devis par mail.

Dans un délai maximal de sept (7) jours ouvrés à compter de la réception du mail, le titulaire envoie son devis à la personne assurant la conduite du marché.

Les prix ainsi définis font l'objet d'une mise à jour dans le bordereau de prix unitaires.

Ces prix nouveaux ne peuvent avoir pour incidence un dépassement du montant maximal du marché.

## **ARTICLE 18 : PENALITES**

---

### **18.1 Pénalités de retard**

---

Le présent article déroge à l'article 14.1.3 du C.C.A.G./T.I.C.

En cas de non-respect des exigences et des délais de livraisons des commandes, imposés dans le présent CCP, des pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable.

La pénalité sera calculée par application de la formule suivante, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC :

$$P = V \times R / 300$$

P = montant des pénalités

R = nombre de jours de retard (calendaires)

V = valeur HT des fournitures sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de fourniture en retard.

## **PRIX - REGLEMENT**

### **ARTICLE 19 : PRIX - VARIATIONS DES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

#### **19.1 Contenu des prix et forme**

Les prix du marché sont réputés complets et comprennent notamment : les charges fiscales et parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au stockage, à la manutention, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les frais relatifs à la documentation fournie. Ils comprennent également les périodes de garanties stipulées au CCP.

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

Les prix s'entendent franco de port.

#### **19.2 Forme**

Les prestations, objet du marché sont réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires contractuel.

#### **19.3 Variations des prix unitaires**

Les prix unitaires sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (mois zéro = M0).

Les prix indiqués au bordereau des prix unitaires sont ajustables à chaque nouvelle demande de devis, en appliquant les nouveaux tarifs des éditeurs (le cas échéant remisés, ainsi que le prévoit l'article 19.5) en lieu et place de ceux figurant au bordereau des prix initiaux du marché.

L'ajustement s'opère en baisse comme en hausse.

#### **19.4 Offre promotionnelle**

Le titulaire fait bénéficier au musée du Louvre des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle. Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets (après remise) résultant de l'application des clauses du marché. Le titulaire s'engage à informer l'EPML de ses offres promotionnelles.

## 19.5 Rabais

---

Les taux de remise figurant dans le bordereau des prix unitaires et pour lesquels le titulaire s'engage restent **inchangés** pendant toute la durée de validité du marché.

## 19.6 Règlement des comptes

---

Les prestations sont réglées sur présentation d'une facture à l'achèvement des prestations de chaque bon de commande et sur la base des quantités livrées.

Les factures mentionnent :

- les références du marché, du bon de commande,
- les nom, adresse et n° Siret du titulaire,
- les références bancaires,
- la date,
- le descriptif des fournitures livrées,
- le montant HT,
- le montant HT des pénalités, le cas échéant,
- le montant total HT,
- les taux et montant de la TVA.,
- le montant TTC.

## 19.7 Adresse d'envoi des factures

---

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités:

a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

*Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.*

Informations complémentaires :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :

- Déposer ses demandes de paiement sur le portail,
- Saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube :

<https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

## **19.8 Délais de paiement - Intérêts moratoires**

---

Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les paiements sont effectués par mandats, en créditant le compte ouvert au nom du titulaire dans le contrat.

Le délai global de paiement du Titulaire est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'Établissement Public du Musée du Louvre. Les modalités de règlement du Titulaire sont soumises aux articles R. 2192-10 et suivants du Code de la commande publique. Ainsi, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture ne comportant pas les mentions indiquées ci-dessus, et ainsi de suspendre le délai de paiement jusqu'à production d'une facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

Le défaut de paiement dans le délai prévu au présent article fait courir de plein droit des intérêts moratoires au profit du titulaire, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour de paiement.

Le taux d'intérêt moratoire applicable correspond au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir augmenté de 8 points.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

Conformément à l'article R. 2192-36 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **ARTICLE 20 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

---

### **20.1 Retenue de garantie**

---

Sans objet.

### **20.2 Avance**

---

Les dispositions définies aux articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique, ainsi que celles prévues à l'article 11 du CCAG-TIC (option B) sont applicables. Une avance pourra être accordée, sauf refus du titulaire indiqué à l'acte d'engagement, dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai

d'exécution est supérieur à deux (2) mois. Le montant de l'avance versé est calculé conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance versé est égal à 5% (10 % en cas de PME) du montant du montant du marché.

#### **ARTICLE 21 : CESSION OU NANTISSEMENT**

---

Sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original de l'acte d'engagement certifiée conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original" délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

Conformément à la loi n° 81.1 du 2 janvier 1981 modifiée, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

#### **ARTICLE 22 : RESILIATION**

---

Les modalités de résiliation du présent marché s'effectuent selon les modalités du chapitre VIII du CCAG-TIC.

#### **ARTICLE 23 : DIFFERENDS ET LITIGES**

---

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Le différend pourra ainsi être soumis à l'avis du Comité Consultatif du règlement amiable dans les conditions mentionnées à l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique.

Pour tout différend sur lequel un accord amiable ne peut être trouvé, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris.

#### **ARTICLE 24 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

---

L'article 3 déroge aux articles 4.1, 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-TIC.

L'article 10 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC.

L'article 18 déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-TIC.



## ANNEXE 1

Type de renouvellement	Client	Editeur	Description
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	PatchMyPC	Patch My PC Enterprise Plus 1year (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	JAM Software	SpaceObServer Enterprise 1 server Updates 1 yr.
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Autodesk	
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Filemaker	FileMaker FM Renew Annual Conc 1yr T4 (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Xmind	Pro (Desktop + Mobile) 1 User 1 Year Subscription License (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	REDHAT	Red Hat Enterprise Linux Server Entry Level, Self-support (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Trimble	Sketchup Pro 1 Year Subscription Renewal (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Autodesk	AutoCAD LT Commercial Single-user Annual Subscription Renewal (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	ADOBE	Contrat VIP Adobe
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Serif Europe Ltd	Affinity Universal Business Single Perpetual Licence (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	LIMESURVEY	Limesurvey enterprise abonnement 1 an (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	HORUS	HORUS LICENCE 1 AN ET ACTIVATION (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	COVADIS	CONTRAT DE SERVICES GÉOMÉDIA - COVADIS 3D - 1AN (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Quest	TOAD EDGE MYSQL OFFLINE PER NAMED USER TERM LICENSE/MAINT, 3 years Subscription (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Autodesk	AutoCAD LT Commercial Single-user Annual Subscription Renewal (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Xmind	Pro (Desktop + Mobile) 2-9 Users 1 Year Subscription License (each) (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	ARCGIS	Renouvellement Licence Académique Annuelle ArcGIS Pack de 5 (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Foxit	PDF Editor+ 1yr. Subscription 500-999 user (per user) (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Prolexis	ProLexis & Myriade 1 Year Subscription (Win) (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Druide informatique inc.	Antidote+ Personnel (Antidote 12 + Web + Mobile) - (français) - Abonnement 1 an pour 1 utilisateur (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	memoQ	
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Druide informatique inc.	Antidote 11 Français - Palier de 5 à 9 utilisateurs - lic perp + Maintenance 1 an (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Quest	
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	PatchMyPC	Patch My PC Enterprise Plus 1year (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Xmind	Pro (Desktop + Mobile) 1 User 1 Year Subscription License Renewal (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	JAM Software	SpaceObServer Enterprise 1 server Updates 1 yr.
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Autodesk	
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Filemaker	FileMaker FM Renew Annual Conc 1yr T4 (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	REDHAT	Red Hat Enterprise Linux Server Entry Level, Self-support (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Trimble	Sketchup Pro 1 Year Subscription Renewal (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	Autodesk	AutoCAD LT Commercial Single-user Annual Subscription Renewal (ESD)
Ongoing Renewal	ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE	ADOBE	